

APPELS D'OFFRES

La Fédération du BTP 84 part à la rencontre des élus

Face aux inquiétudes grandissantes devant la raréfaction des appels d'offres, la Fédération du BTP de Vaucluse a décidé d'interpeller chaque président d'intercommunalité du département. La première rencontre a eu lieu le mercredi 7 octobre avec en guest star Gilles Ripert, président de la communauté de communes du Pays d'Apt Luberon.



© Fédération du BTP de Vaucluse

Comme au sortir du confinement avec la signature de la charte des bonnes pratiques (notre photo), la Fédération du BTP 84 a de nouveau souhaité être proactive sur le dossier des appels d'offres.

Pour la sauvegarde de nos entreprises et des emplois qu'elles génèrent, il est urgent que les grands donneurs d'ordre du département accélèrent leurs projets d'investissement en matière d'équipements structurels », tranche Bernard Pons. Tel est la teneur du message que le président de la Fédération du BTP de Vaucluse (FBTP 84) a transmis à Gilles Ripert, le président de la communauté de communes du Pays d'Apt Luberon, lors d'une rencontre le mercredi 7 octobre à Avignon dans les locaux de l'organisation professionnelle.

Les entreprises qui tirent une part conséquente de leur activité de la commande publique subissent une baisse très importante de leurs carnets de commandes. « Et les indicateurs dont nous disposons laissent entrevoir une baisse des appels d'offres sur ce dernier trimestre, suivie d'une autre, qui risque d'être bien plus grande, a minima d'avril à septembre 2021 », renchérit Bernard Pons, président de la FBTP 84.

L'inquiétude est en effet « grandissante » chez les entreprises du BTP. Celles, nombreuses, qui tirent une part conséquente de leur activité de la commande publique subissent une baisse très importante de leurs carnets de commandes. « Et les indicateurs dont nous disposons laissent entrevoir une baisse des appels d'offres sur ce dernier trimestre, suivie d'une autre, qui risque d'être bien plus grande, a minima d'avril à septembre 2021 », renchérit Bernard Pons. Des craintes corroborées par la dernière enquête de conjoncture menée par la fédération auprès de ses adhérents où 74 % des entrepreneurs

interrogés jugent « insuffisant » (dont 22 % de « très insuffisant ») le nombre de consultations lancées actuellement. Une étude décrivant une situation au 25 septembre qui, à bien des égards, se révèle plus préoccupante que celle du 30 juin dernier.

DÉJÀ DES CHANTIERS PROGRAMMÉS...

Alors comme elle l'avait déjà fait au sortir du confinement en signant des chartes de bonnes pratiques avec quatre grands donneurs d'ordre du département (le Département de Vaucluse, le Grand Avignon, la Ville d'Avignon

et Vallis Habitat), la FBTP 84 a choisi d'être à nouveau proactive et d'interpeller directement les élus. Et pour en toucher le plus grand nombre, elle a décidé de cibler les 13 intercommunalités du Vaucluse. Chaque président de ces collectivités sera ainsi convié à une réunion d'information* d'ici la fin de l'année afin de faire le point

sur les opérations de BTP en cours et la planification à dix-huit mois. « Chaque président sera ensuite notre porte-parole auprès des autres maires », indique Bernard Pons.

Le 7 octobre, Gilles Ripert était donc le premier de cordée. Celui qui est également maire de Caseneuve n'a pas nié le retard pris par son intercommunalité. « Nous n'avons pu voter nos budgets que le 31 juillet. Et la semaine dernière [fin septembre, NDLR], on vient de réunir notre commission d'appel d'offres pour la première fois depuis le confinement alors qu'on se réunit d'habitude une fois par mois », souligne-t-il. ➡➡➡



LES BANQUES « INTRAITABLES » AVEC LES PETITES COMMUNES

Au cours de son intervention, Gilles Ripert a attiré l'attention sur les difficultés que rencontrent les maires des petites communes pour emprunter auprès des banques. « Quand la communauté de communes ou la Ville de Gap se met dans un projet, il n'y a pas de problèmes, on sait que ça va au bout. Mais les petites communes, c'est très souvent que ça n'aboutit pas », résume le président de la communauté de communes du Pays d'Apt Luberon qui compte 19 petites communes sur ses 25 membres. La cause ? « Même si elles s'autofinancent, c'est très compliqué pour elles d'emprunter. Les banques sont intraitables avec les petites communes », dénonce-t-il. Et le maire de Caseneuve de préciser qu'il a fait intervenir plusieurs fois le préfet « pour qu'il aille frapper à notre place à la porte des banques ». « Elles s'en foutent de prêter 100 000 € à 0,50 ou 0,30 %, ça leur rapporte que dalle. Très souvent, on me répond au téléphone "en dessous d'un million d'euros, ça ne nous intéresse pas". Ça, il faut le vivre », déplore Gilles Ripert.

... Pour autant, la volonté d'agir est bien présente comme en témoignent les chantiers en cours de requalification du siège de la communauté de communes (marché de 420 000 €) et celui de la station d'épuration intercommunale au Chêne (8,94 M€) qui ouvrira fin mai. D'autres sont déjà programmés pour 2021 : la requalification du pôle d'activité des Bourguignons à Apt (900 000 €) où l'ouverture des plis est imminente, des travaux d'agrandissement d'un réservoir d'eau potable à Viens (appels

clausés, soit sur l'emploi des chômeurs de longue durée, soit sur celui des travailleurs handicapés. Cependant, ce volontarisme devra composer avec la crise économique. « Le plus difficile financièrement arrive en 2021. Au niveau de la taxe de séjour, on va arriver à 400 000 € de recettes au

Gilles Ripert n'a pas nié le retard pris par son intercommunalité. « Nous n'avons pu voter nos budgets que le 31 juillet. Et la semaine dernière [fin septembre, NDLR], on vient de réunir notre commission d'appel d'offres pour la première fois depuis le confinement alors qu'on se réunit d'habitude une fois par mois », souligne le président de la communauté de communes du Pays d'Apt Luberon.

lieu de 735 000 € en 2019, et sur la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)***, on perd un million d'euros sur 2021 sur un budget de 20 M€ en fonctionnement et 20 M€ d'investissement », souligne Gilles Ripert. Sans compter les inquiétudes liées à la suppression de la taxe d'habitation. « On ne sait pas comment elle va être compensée et on perd le côté dynamique de la taxe », ajoute-t-il. Toutefois, si les crédits du plan de relance arrivent, les projets seront au rendez-vous. « On en a sous le coude, ils sont prêts à être déposés », promet le maire de Caseneuve.

Serge Payrau

serge.payrau@presses-legales.com

d'offres lancés au 1er trimestre 2021), travaux de remise en état des ouvrages d'assainissement (234 000 € ; 1er semestre 2021), les travaux d'amélioration thermique du Conservatoire de musique (240 000 € ; appel d'offres imminent) et les travaux d'extension de la station GNV** (150 000 € ; 1er trimestre 2021).

COMPOSER AVEC LES CONTRAINTES BUDGÉTAIRES

Des marchés où le président de la communauté de communes veut privilégier les entreprises locales. « On essaye de prendre le mieux-disant plutôt que le moins-disant sinon après, on récupère des chantiers catastrophiques », explique-t-il. Pour se prémunir de tout « favoritisme », l'intercommunalité vient de se lancer dans les marchés

Alors que les carnets de commandes se réduisent à peau de chagrin, la FBTP 84 part à la rencontre des présidents des intercommunalités afin de relancer les appels d'offres, et les chantiers qui en découlent, dans le département.



* Au total, dix-huit rencontres sont programmées d'ici la fin de l'année, avec également comme invités l'Association des maires et des bailleurs sociaux.

** Gaz naturel pour véhicules.

*** Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, a annoncé le 15 juillet dernier vouloir baisser sensiblement la CVAE pour diminuer les impôts de production.